

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

SAMEDI 1er JUILLET 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI

0,50F.

## EDITORIAL

### Les travailleurs français en lutte!

Les travailleurs des usines Boussac, ceux de Renault et des arsenaux montrent que la classe ouvrière française n'est pas décidée à accepter sans mot dire la crise des capitalistes d'une part, et la politique des Barre et Ceyrac, le patron des patrons, d'autre part.

Ceux de Boussac se battent non seulement pour que leurs salaires leur soient versés mais aussi pour conserver leur emploi. On sait en effet que "l'empire Boussac" est en train de s'écrouler, après avoir pendant des dizaines d'années exploité des milliers de travailleurs et fait des super-profits sur leur dos. Ce sont donc plus d'une vingtaine d'entreprises textiles qui risquent de fermer, mettant au chômage plus de 10 000 salariés. Ces derniers ont déjà fait savoir qu'ils ne l'entendaient pas de cette oreille et, dans les Vosges notamment, ont entrepris une série d'actions revendicatives.

Ceux de Renault à Cléon et à Flins ont montré la voie à tous les travailleurs en déclenchant la grève entre autres pour une augmentation de 300 F. pour tous. A Flins, les travailleurs des presses sont toujours en lutte. Malgré l'intervention des CRS, malgré le lock out, ils ont repris la grève.

Dans les arsenaux aussi les travailleurs se sont mis en grève, à Brest et à Lorient. Les travailleurs protestent contre la décision du ministre de la défense, Bourges, de suspendre pour un an les décrets indexant leurs salaires sur ceux de la métallurgie parisienne. Dans les autres arsenaux, la grève s'est étendue notamment à Saint-Cyr-Coëtquidan.

Près de 75 000 travailleurs sur les 140 000 concernés par les mesures du gouvernement sont en lutte.

Ces importantes grèves conduites par les travailleurs des plus importantes entreprises françaises démontrent que le mécontentement est grand au sein de la classe ouvrière. Elles constituent la plus cinglante réponse aux décisions de Barre de laisser les capitalistes augmenter les prix et à la volonté des capitalistes de faire payer la crise aux travailleurs.

Elles sont aussi la démonstration que les travailleurs ou tout au moins une forte proportion d'entre eux ne se laissent pas endormir par les directions.

Suite page 2

## GUADELOUPE

### EDF: LE PERSONNEL MANIFESTE SON MECONTENTEMENT

Le lundi 26 juin les employés et ouvriers de l'EDF Guadeloupe se retrouvaient dans les locaux du siège à Bergevin. Ils étaient venus manifester leur mécontentement à l'occasion du passage du directeur régional en Guadeloupe.

En effet, bien que la SPEDEG ait été nationalisée et soit devenue EDF, le personnel ne bénéficie toujours pas de l'intégralité des avantages liés au statut national.

Ainsi, contrairement à leurs homologues français, les travailleurs de l'EDF des Antilles ne touchent pas tous les avantages sociaux inhérents au statut national.

En outre, alors que les statuts prévoient un congé en France tous les deux ans pour tout agent, la direction régionale ne l'accorde que tous les 5 ans.

Farmi les autres sujets de mécontentement il y a le fait que jusqu'alors les agents de quart de la Guadeloupe sont

classés actuellement en catégorie 7 alors que leurs camarades martiniquais sont classés en 8. Le personnel entendait aussi protester contre le fait que certaines promotions leur échappent au profit de cadres français, notamment au service technique électrique et au service de secrétariat. Tout cela, les travailleurs de l'EDF tenaient à le dire en face du directeur régional. C'est pourquoi une centaine d'agents avec banderoles et pancartes, pénétrèrent dans les locaux du siège le 26 juin et exigèrent que le directeur régional en personne vienne s'expliquer devant eux. Cela, les agents de l'EDF purent l'obtenir grâce à leur détermination.

Certes, satisfaction ne leur fut pas donnée tout de suite, mais l'on peut parler qu'ils ont su se faire entendre et que leur action est un avertissement sérieux donné à la direction.

### semaine de solidarité à la Bretagne: LE GOUVERNEMENT COMPLICE DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES!

Le 1er juillet débute une semaine, dite "de solidarité à la Bretagne". En Guadeloupe, il est même prévu qu'elle se termine par un grand bal dans un hôtel.

Voilà un nouvel appel du gouvernement au bon cœur des citoyens et à la "charité".

Il est scandaleux de voir l'état organiser des semaines ou des journées pour les handicapés, les aveugles, pour la lutte contre le cancer ou la faim, alors qu'il dépense des milliards pour la fabrication d'engins de guerre et pour envoyer ses troupes au Tchad et au Zaïre.

Mais cette fois-ci, Jean-Pierre Soisson dépasse les limites.

La catastrophe provoquée par le supertanker Amoco Cadiz échoué à quelques miles des côtes bretonnes en février dernier, est loin d'être une catastrophe naturelle. Les responsables, on les connaît. Ce sont les grosses sociétés pétrolières, dans ce cas particulier la SHELL, et les armateurs qui transportent des milliers de tonnes dans des conditions dangereuses et même en prenant des risques afin de diminuer la durée du

voyage des pétroliers et augmenter les super-profits.

Plusieurs mois ont passé et désormais la première estimation du montant des dégâts occasionnés par cette pollution massive, est connue. Elle s'élève à plus de 500 millions de francs lourds. Mais jusqu'à ce jour, la compagnie SHELL, les armateurs de l'Amoco Cadiz n'ont pas encore déboursé un seul centime pour dédommager les centaines de milliers de victimes de la catastrophe.

Le gouvernement soutient les grosses sociétés pétrolières, les sociétés d'assurances, les armateurs. Par contre, ce même gouvernement fait appel à la géné-

Suite page 2

J. BIRAC

Directeur de publication : M.E. ZUZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre N° 88  
5<sup>ème</sup> supplément au mensuel

## GUADELOUPE : USINE GROSSE-MONTAGNE, LES TRAVAILLEURS PRÉPARENT LE COMBAT CONTRE LES LICENCIEMENTS

A l'usine Grosse-Montagne 12 travailleurs sont menacés de licenciement. Les motifs avancés par la direction sont ceux que donnent en général tous les patrons : des difficultés économiques.

Les travailleurs de Grosse-Montagne ne sont absolument pas disposés à accepter ces licenciements. Sitôt l'annonce de la nouvelle ils se sont réunis et ont affirmé leur volonté de se battre.

Ceux de Grosse-Montagne ont raison de refuser ces licenciements, et nul doute que c'est seulement leur combat qui fera reculer Simonnet et Compagnie.

## GUADELOUPE

## GRAND-CAMP : QUAND LES MARINGOUINS ENVAHISSENT LA CITE !

Les habitants de Grand-Camp ont vu leur sommeil complètement perturbé dans la nuit du jeudi 29 juin par une nuée de maringouins qui s'est abattue sur le quartier.

En particulier ceux de la Tour 72 ont du toute la nuit ou presque, user de tous les produits anti-moustiques habituels : baygon, léopard, mosquito, mais en vain.

Il est inadmissible qu'une telle invasion se produise de nos jours et cela en pleine agglomération pointoise. Des procédés efficaces d'assainissement et de démoustication existent qui devraient faire disparaître pas seulement, en ville

mais dans toute la Guadeloupe, moustiques, maringouins, mouches, ravets, rats...

Il est inadmissible que l'on ait construit dans des zones marécageuses et concentré des milliers d'habitants et qu'en même temps on n'ait pris aucune mesure sérieuse d'éradication complète de tous les parasites, bien sûr fort désagréables, mais de plus porteurs de bien des maladies.

Il serait temps que tous ceux qui sont victimes de telles invasions d'insectes et de vermines se fâchent et se décident à exiger des responsables publics une véritable campagne d'assainissement sanitaire et social.

## EDITORIAL (SUITE)

syndicales qui, elles préfèrent le chemin de la négociation et de la soumission à celle des luttes.

C'est la seule voie juste. Pour obtenir de substantielles augmentations de salaire la réduction des heures de travail et toutes les autres revendications importantes il faut prendre les patrons à la gorge, il faut opposer à l'hypocrisie des Giscard et Jarre une lutte résolue.

Ceux de Renault de Boussac des arsenaux par leur détermination ont montré la voie à l'ensemble des travailleurs.

## BRETAGNE (SUITE)

rosité des citoyens pour distribuer quelques milliers de francs en guise de dédommagement des habitants des côtes bretonnes.

De la part du gouvernement, il ne s'agit pas seulement d'hypocrisie. Son attitude conciliante vis à vis des grosses sociétés et son peu de détermination à les obliger à supporter les dépenses occasionnées par leur faute, est une complicité révoltante. La population devra s'en souvenir durant cette semaine dite de solidarité.

## AUGMENTATION DU SMIC

### UNE BELLE HYPOCRISIE

Au 1er Juillet 1978, le SMIC subira une augmentation d'environ 2,2 %.

La précédente augmentation date de mai 1978, le salaire d'un travailleur payé au SMIC était alors à cette époque de 1.479,58 F. Donc à partir du 1er juillet, le SMIC en Guadeloupe et en Martinique sera augmenté de 30 F environ.

Les chiffres suffisent largement pour montrer à quel point le gouvernement se moque des travailleurs. Car l'augmentation du coût de la vie pendant ces derniers mois a été bien supérieure à 2,2 %, d'autant plus que les capitalistes ne se sont guère gênés pour profiter de la libération des prix. C'est donc que le niveau de vie des travailleurs continuent à baisser et si ceux-ci veulent que cela change ils ne doivent guère compter sur les mesures hypocrites du gouvernement de Giscard. Le SMIC reste un salaire de misère,

## contre l'intervention militaire en Afrique !

Nous reproduisons ci-dessous, le texte d'un tract commun à plusieurs organisations syndicales, associations, et organisations politiques.

Une action commune vient en effet d'être entreprise pour protester contre l'intervention de l'armée française en Afrique. Un meeting commun organisé par toutes les organisations signataires du tract se tiendra le 6 juillet.

Nous appelons tous ceux qui estiment que la protestation contre la politique du gouvernement français en Afrique doit se faire et s'amplifier à se joindre aux organisations signataires et à participer massivement à toutes les manifestations qui seront organisées ultérieurement. D'ores et déjà nous lançons un appel à la participation massive au meeting du 6 juillet à Pointe à Pitre.

### LA VERITE SUR L'INTERVENTION FRANCAISE AU ZAIRE !

En envoyant ses parachutistes au Zaïre le gouvernement français s'est désigné une nouvelle fois comme le gendarme du capitalisme.

Après le Sahara occidental et le Tchad il entretient un nouveau foyer de guerre en Afrique.

L'intervention au Zaïre a été présentée comme une action humanitaire, FR3 ici l'a souvent répété.

Mais de quelle humanité s'agit-il, quand l'on sait aujourd'hui que le chef des parachutistes français, le colonel Erulin, est celui-là même qui torturait en Algérie ?

De quelle humanité s'agit-il quand l'on sait aujourd'hui que le chef des parachutistes français massacrent sans

pitie les populations tchadiennes ? (opérations de nettoyage).

En réalité, les colonialistes français interviennent en Afrique à la fois pour :  
- freiner les mouvements de libération  
- sauver les régimes pourris ayant à leur tête des fantoches comme Mobutu, rejetés par leurs concitoyens.

- sauvegarder ou conquérir de puissants intérêts économiques et stratégiques.

De cela évidemment, ni FR3, ni France-Antilles ne parleront jamais. Les richesses colossales du Shaba (diamants, cuivre, cobalt, étain, etc...), la place stratégique du Tchad, voilà qui motive l'intervention des mercenaires de Giscard.

Alors qu'il refuse de satisfaire les revendications des travailleurs guadeloupéens, le gouvernement français trouve par miracle des milliards pour financer son expédition coloniale.

Victimes du colonialisme français, les travailleurs guadeloupéens, le sont concernés par ce qui se passe en Afrique.

Quelques jours avant le drame du Zaïre, ces mêmes troupes d'intervention sont venues s'en traîner en Guadeloupe. Elles pourront à l'occasion y revenir pour réprimer dans le sang les manifestations populaires, comme ce fut le cas en mai 67.

Si nous restons indifférents, il est clair que l'arrogance et l'audace du pouvoir colonial vont s'affermir à notre détriment.

Les organisations soussignées dénoncent les expéditions militaires françaises en Afrique qui perpétuent le pillage du continent africain par le capitalisme international.

Elles appellent les guadeloupéens à se tenir prêts à participer aux manifestations qu'elles organiseront.

Confédération générale des travailleurs de la Guadeloupe (C.G.T.G.)

Fédération de l'Education Nationale (FEN)  
Fédération des travailleurs de la Guadeloupe (FTG) - Union des femmes guadeloupéennes (UFG) - Syndicat professionnel des employés de commerce de la Guadeloupe (SPECOG)  
Combat-Ouvrier (C.O.), Groupe Révolution Socialiste (GRS), Parti Communiste Guadeloupéen (PCG), Union de la jeunesse communiste guadeloupéenne (UJCG)

re, et ce n'est que par la lutte que les travailleurs pourront arracher des augmentations de salaire leur permettant de vivre décemment.

### LISEZ LE MENSUEL COMBAT OUVRIER